

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand Cedex 1

Clermont-Ferrand, le 05/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROPAFI

Boulevard du pont des Goules

Longues

63270 Vic-le-Comte

Références : 20240405-RAP-63-0386-EUROPAFI_RapportInspection
Code AIOT : 0005600465

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2024 dans l'établissement EUROPAFI implanté Boulevard du pont des Goules Longues 63270 Vic-le-Comte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROPAFI
- Boulevard du pont des Goules Longues 63270 Vic-le-Comte
- Code AIOT : 0005600465
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

EUROPAFI est une papeterie fiduciaire, c'est une filiale de la Banque de France dont 5 autres banques centrales européennes participent au capital.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 04/08/2016 à produire 28 t/j de papier à usage fiduciaire.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 ;
- Surveillance des rejets aqueux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 04/08/2016, article 4.2.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suites

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi des rejets aqueux et la transmission des résultats de l'autosurveillance sont corrects.
En revanche, le plan des réseaux nécessite d'être actualisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2016, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un plan à jour. Un plan avait été actualisé suite à l'extension pour l'implantation de la M3F, et transmis à l'inspection en avril 2021. Toutefois, les modifications récentes des réseaux, notamment la modification des points de rejets eaux pluviales et eaux usées, et les modifications de réseaux liés au projet Refondation (dont la suppression des pavillons) n'ont pas été reportés sur le plan général des réseaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est nécessaire d'actualiser le plan des réseaux avec les travaux déjà réalisés. Ce plan devra à nouveau être mis à jour une fois le projet Refondation en fonctionnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.7
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.
Constats : Depuis la modification des points de rejets (2021), il n'y a qu'un point de rejet dans le milieu naturel. Lors de la crue récente de l'Allier du 11/03/2024, l'ouvrage de rejet été totalement immergé, mais n'a pas été endommagé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2016, article 4.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le site dispose en sortie de station d'épuration d'un canal de mesure du débit et d'un préleveur échantillonneur. Le préleveur est réfrigéré et dispose de 4 bidons de prélèvement (soit 4 jours). Prélèvement de 200 mL tous les 15 m ³ . Ces équipements sont accessibles, de plus ils sont contrôlés par l'agence de l'eau (comme pour les sites au Suivi Régulier des Rejets [SRR]).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2016, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : Mesure en continu du débit en sortie de station d'épuration.
Constats : Le débit de rejet est bien mesuré en continu. Par ailleurs, pour les prélèvements, les alimentations en eau potable et eau industrielle sont équipées de compteurs (mécanique et électronique pour chacune). L'exploitant indique qu'un relevé journalier est effectué. (Article 4.1.4 de l'AP)
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2016, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : Fréquence de mesure rejet n°3 (modifié par APC du 18/03/2024)
Constats : La surveillance est régulièrement déclarée via l'outil GIDAF. Les mesures sont bien effectuées, a minima, aux fréquences fixées dans l'arrêté et reprises dans GIDAF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2016, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. » Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : Dans GIDAF, il apparaît quelques dépassements, notamment pour les paramètres N et P. Toutefois, une modification de la VLE pour N vient d'être validée par APC du 18/03/2024. Des commentaires sont indiqués pour indiquer les causes du dépassement et les actions

correctives.
L'exploitant travaille à améliorer les rejets, en particulier après un arrêt de production. La procédure de gestion de la station d'épuration, en cas d'arrêt de production, est en cours d'optimisation, notamment avec l'apport de nutriments. Ces travaux sont efficaces et permettent le respect des valeurs limites de rejet y compris à la reprise de la production après une phase d'arrêt.
Le cadre GIDAF vient d'être adapté suite à l'APC récent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Article 9.3 AP 04/08/2016 : Le rapport de synthèse est adressé mensuellement à l'inspection des installations classées par le biais du site Internet appelé GIDAF. En cas d'impossibilité technique, la transmission se fait selon la même périodicité sous format papier.
Constats : Les résultats d'autosurveillance sont transmis régulièrement, tous les mois, via l'application GIDAF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Le site est concerné par l'échéance à 6 mois, les 3 analyses ont été faites et saisies dans GIDAF. L'exploitant a demandé la recherche du PFA [328389-91-9], celui-ci entrant dans la composition d'un des produits utilisés (ce produit doit être abandonné prochainement). La mesure de ce paramètre a été réalisée avec une limite de quantification très élevée (environ 0,7 mg/l).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'AM du 20/6/2023 article 4 demande le respect d'une LQ de 100 ng/l. Toutefois, pour les

substances PFAS mentionnées au 3° de l'article 3, il est précisé « techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4 ».

Le PFA étant peu recherché, il est possible que la limite de quantification de 100 ng/L ne soit pas techniquement atteignable. Toutefois, **la limite de quantification de ce composé étant plus de 7000 fois supérieure, il est nécessaire d'avoir une explication de la part du laboratoire sur la valeur retenue.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Départ incendie de mars 2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2016, article 2.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

Un départ de feu a eu lieu le 04/03/2024 au niveau de la bi-vis.

L'exploitant a transmis un premier retour d'expérience le 12/03/2024. Il s'agit d'un échauffement d'un moteur, non suffisamment refroidi par un ventilateur. Une intervention électrique récente, avec une inversion des phases lors du remontage, serait à l'origine d'une moindre efficacité du ventilateur.

L'exploitant a prévu plusieurs actions correctives après ce retour d'expérience.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Type de suites proposées : Sans suite